



Crise togolaise : l'opposition tient à ses préalables avant tout dialogue

Les trois jours de manifestations de la coalition des 14 partis de l'opposition pour le compte de cette semaine ont pris fin ce samedi 02 décembre sur fond d'annonce d'une nouvelle journée de marche prévue pour jeudi prochain. Dans la déclaration qui a sanctionné la fin de la marche à Lomé, l'opposition dit être toujours dans l'attente de « signes forts d'une réelle disponibilité du Chef de l'Etat à des discussions sérieuses et sincères ».

Aucune date n'est toujours annoncée pour le moment à propos du dialogue entre les acteurs politiques pour une sortie de la crise dans laquelle est plongé le Togo depuis plus de trois mois déjà. L'opposition continue ses manifestations de rue comme le cas encore cette semaine au moment où les tractations sont en cours pour baliser la voie au dialogue.

Le Gouvernement pour sa part joue à l'apaisement avec une série de mesures dont la libération de certains détenus parmi lesquels, le secrétaire général du PNP, Dr Kossi Sama arrêté dans le cadre des manifestations, de même que la restitution des motos saisies.

Dans la déclaration publiée lors du meeting de samedi, la coalition de l'opposition estime cependant que le gouvernement doit faire plus afin de créer les meilleures conditions favorables au dialogue. Entre autres préoccupations évoquées, la libération des autres détenus politiques parmi lesquels les imams de Sokodé et de Bafilo, la libération des détenus dans le cadre des incendies des marchés, la levée de l'interdiction de manifester dans certaines villes notamment Sokodé, Mango, Bafilo et Kara.

« Le retour à une vie normale dans toutes les localités du pays, la libre circulation sur toute l'étendue du territoire national des militants et responsables de l'opposition, la libération des autres détenus politiques, l'arrêt des poursuites et des harcèlements contre les responsables de l'opposition seraient de nature à créer un climat de sérénité minimum entre les acteurs et constitueraient des signes forts d'une réelle disponibilité du Chef de l'Etat à des discussions sérieuses et sincères avec la coalition pour trouver des solutions durables aux problèmes qui minent notre pays et bloquent son développement », peut-on lire dans la déclaration.

La marche de la semaine prochaine s'inscrit sans doute dans la logique de la pression que maintient la coalition de l'opposition sur le pouvoir de Faure Gnassingbé pour une satisfaction des revendications. Pour rappel, c'est depuis le moi d'août dernier que l'opposition a intensifié ses manifestations pour exiger des réformes politiques parmi lesquelles le retour à la Constitution originelle de 1992, la révision du cadre électoral, le vote des togolais de l'étranger.

Cris DADA